

54985

Références

MPTR/16-72

Janvier 1972

COMMISSION ECONOMIQUE DES NATIONS UNIES
POUR L'AFRIQUE
(Section de la main-d'œuvre et de la
formation)
Addis-Abéba

A

RAPPORT INTERIMAIRE SUR LE PROGRAMME BILATERAL
COORDONNE DE BOURSES D'ETUDES ET DE STAGES DE PERFECTIONNEMENT
(1er janvier 1970 - 31 décembre 1971)

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
1. Introduction	1
2. Administration des programmes	1-2
3. Récapitulation des offres reçues en 1970 et 1971	2-4
4. Répartition des offres entre les Etats membres	4
5. Répartition des bourses entre les domaines d'études	4
6. Evolution du programme depuis 1965	8
7. Activité future	8

ANNEXES

- A. Répartition des bourses par donateurs et
domaines d'études 1970-1971
- B. Demandes transmises aux pays donateurs
qui sont à l'étude, 1970-1971
- C. Demandes rejetées, 1970-1971
- D. Retraits, 1970-1971

Programme bilatéral coordonné de bourses d'études
et des stages de perfectionnement de la CEA

(1er janvier 1970 - 31 décembre 1971)

1. Introduction

Conformément à la résolution 125(VII) de la Commission qui a prié le secrétariat "d'assurer la coordination et l'échange de renseignements relatifs aux moyens de formation offerts en Afrique et hors d'Afrique par les organismes gouvernementaux et non gouvernementaux, l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations, ainsi que par les pays donateurs non africains", le secrétariat de la Commission a lancé en 1965 un programme bilatéral de bourses d'études et de stages de perfectionnement au profit de ses Etats membres. Le but principal du programme a été d'étoffer les cadres qualifiés nécessaires aux pays pour la réalisation du développement économique et social, notamment dans certains domaines prioritaires des secteurs public et privé.

Actuellement, les préoccupations majeures de la Commission concernent les mesures qui pourraient être prises en faveur des pays africains en voie de développement les moins avancés. 1/ La nécessité de prêter une attention particulière aux besoins en formation de ces pays est illustrée par les données présentées dans les pages suivantes, notamment le tableau 3 intitulé "Répartition des bourses entre donateurs et bénéficiaires, 1970-1971".

2. Administration des programmes

En 1970 et 1971, la CEA a continué à s'assurer des offres de bourses d'études et de perfectionnement ainsi que de programmes de formation répondant aux besoins de l'Afrique, et à les communiquer aux membres, en leur demandant de désigner les candidats africains qualifiés; à examiner les candidatures et transmettre des demandes approuvées aux pays ou organisations donateurs avec les recommandations appropriées; et enfin à communiquer aux gouvernements demandeurs les décisions des donateurs en ce qui concerne les demandes.

En matière d'administration des programmes, la CEA correspond avec les ministères intéressés ou avec les organes de coordination de la formation à l'étranger des gouvernements demandeurs, généralement par l'intermédiaire des bureaux des représentants résidents du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et des bureaux sous-régionaux de la CEA. Ces intermédiaires, et notamment les représentants résidents du PNUD, ont joué un rôle de premier plan en prenant continuellement les mesures voulues pour s'assurer les candidats qualifiés pour les différentes offres. Sans le soutien apporté sur place et la coopération de fonctionnaires dévoués, il aurait été impossible d'assurer le succès du programme.

1/ Sur les 25 pays définis par l'Assemblée générale dans sa résolution 2768(XXVI) comme le "noyau" des pays les moins avancés, seize se trouvent dans la région africaine. Ce sont : Botswana, Burundi, Tchad, Dahomey, Ethiopie, Guinée, Lesotho, Malawi, Mali, Niger, Rwanda, Somalie, Soudan, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta. Les autres sont Afganistan, Bhutan, Haiti, Laos, Maldives, Népal, Sikkim, Samoa occidentale, Yemen.

Il est à souligner que pour assurer une utilisation maximale des offres de bourses d'études et des possibilités de formation, les gouvernements demandeurs devront, notamment observer deux règles particulières. Premièrement, en principe, les candidats pour les programmes d'études universitaires de niveau inférieur doivent être titulaires des diplômes suivants : certificat d'études supérieures, certificat d'études secondaires (General Certificate of Education Advanced Level), deuxième baccalauréat ou équivalent, et avoir une connaissance de l'anglais ou du français leur permettant de suivre des études de niveau universitaire. Deuxièmement, tous les documents requis pour appuyer la candidature comme les formulaires de demande, les copies d'attestations ou de diplômes universitaires, les lettres de recommandation, les photographies personnelles de format passeport, et les certificats médicaux doivent être fournis le plus tôt possible, de préférence en même temps que les formulaires de demande remplis. Le non respect de ces conditions primordiales entraîne parfois la perte de possibilités de formation et de bourses de perfectionnement très utiles et une perte de temps et d'efforts pour toutes les parties intéressées.

3. Récapitulation des offres reçues en 1970 et 1971

En 1970 et 1971, les 240 offres de bourses de perfectionnement et de formation, émanaient de 20 pays et organisations donateurs ou plus. Ces offres variaient selon la durée du programme et le niveau de la formation ainsi que le domaine d'études. Le tableau 1 récapitule les différentes offres de programme.

Un certain nombre d'organismes donateurs ont renouvelé leurs offres en 1970 et 1971. En outre, de nouveaux donateurs ont participé au programme pour la première fois pendant cette période. Par exemple, en 1970 et en 1971, les gouvernements de la République arabe d'Egypte, du Ghana et du Maroc ont offert des bourses d'études par l'intermédiaire de la CEA en vue de permettre à des ressortissants d'autres pays africains d'être formés dans leurs instituts. En 1971, l'URSS a offert des bourses d'études pour les études universitaires de niveau inférieur en URSS. Le Gouvernement des Etats-Unis a, en 1971, apporté son plein appui au détachement auprès du secrétariat de la CEA de stagiaires en provenance des Etats membres de la Commission. En 1971, en coopération avec le Centre africain du commerce de la CEA, le PNUD a lancé un programme de bourses d'études en vue de la formation en promotion commerciale destinées aux fonctionnaires du secteur public responsables du développement et de la promotion du commerce.

Malheureusement, certaines restrictions ont également été apportées à la participation au programme. A partir de 1971, le programme de formation en cours d'emploi d'économistes et de statisticiens économistes de la CEE a cessé d'être ouvert aux participants non originaires de la région européenne. On espère que d'autres anciens programmes auxquels la CEA ne participait pas pendant la période considérée, comme celui de l'Association internationale pour les échanges d'étudiants destinés à accroître leur expérience sur le plan technique (IAESTE), reprendront leur collaboration avec le programme de la CEA, et que de nouveaux donateurs africains et non africains penseront à accorder leur coopération à la CEA.

Tableau 1 : Niveau et type d'offres de formation 1970-1971

Donateurs	Etudes uni- versitaires de niveau inférieur	Etudes uni- versitaires de niveau supérieur	Cours de spéciali- sation uni- versitaire	Pro- gramme de stage	Forma- tion en cours d'emploi	Voyage d'étude
Autriche			X			
Belgique	X	X				
Bulgarie	X					
Canada	X	X				
Danemark			X			
Egypte	X					
France			X			
Ghana	X	X				
Grèce			X			
Inde	X	X				
Organisation inter- gouvernementale consultative de la navigation maritime (OMCI)			X			
Israël			X			
BIRD			X			
Maroc	X	X				
Pakistan			X			
Pologne			X			
Roumanie		X				
Tunisie	X					
URSS	X					
Royaume-Uni		X				
Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)					X	
Programme des Nations Unies pour le déve- loppement (PNUD)				X		
Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE)					X ^{a/}	X
Etats-Unis				X	X	

^{a/} La participation des Etats non membres de la CEE a cessé d'être acceptée après 1970.

6. Evolution du Programme depuis 1965

Les tableaux suivants (5, 6, 7 et 8) donnent des comparaisons statistiques de l'évolution du programme de 1965 à 1971 pour le nombre total des bourses et la répartition par pays bénéficiaires, donateurs et domaines d'études.

L'impression que le nombre total des bourses accordées en 1971 était substantiellement inférieur à celui de 1970 et, en fait, à celui de 1969 (voir tableau 6), nécessite quelques explications. Outre les facteurs déjà mentionnés plus haut dans la section 4, cette diminution enregistrée en 1971 pourrait être attribuée non pas à un quelconque relâchement d'efforts de la part du secrétariat, mais aux facteurs suivants :

- i) Le grand nombre des demandes à l'étude pour lesquelles les donateurs n'ont pas encore pris de décision finale (45 cas en 1971 contre 19 en 1970);
- ii) La diminution des offres faites par certains donateurs en 1971 par rapport à 1970 (voir tableau 2);
- iii) Le retrait d'un plus grand nombre de candidatures en raison de l'obtention d'autres offres de bourses d'études pendant ce temps par les candidats, ou pour d'autres raisons (6 cas en 1971 contre 1 en 1970).

7. Activité future

La CEA poursuivra en 1972 le programme bilatéral de bourses d'études et de perfectionnement actuellement en cours; toutefois, en plus de la recherche et de l'expansion dans divers domaines au profit de tous les Etats membres, une attention particulière sera attachée au lancement d'un programme complémentaire, spécialement conçu pour répondre aux besoins de formation de cadres des Etats membres les moins avancés.

Pour planifier l'expansion du programme, le secrétariat de la CEA tiendra compte des exigences de la résolution 218(X) de la Commission, concernant la stratégie africaine pour le développement dans les années 70, qui demandait des mesures visant à éliminer le gaspillage des ressources actuellement disponibles pour l'enseignement et la formation, ainsi que des recommandations du Comité des Nations Unies pour la planification du développement (7ème session, 22 mars - 1er avril 1971) et du 7ème Séminaire interrégional sur la planification du développement : Problèmes de développement et de planification dans les pays les moins avancés (6-17 décembre 1971).

6. Evolution du Programme depuis 1965

Les tableaux suivants (5, 6, 7 et 8) donnent des comparaisons statistiques de l'évolution du programme de 1965 à 1971 pour le nombre total des bourses et la répartition par pays bénéficiaires, donateurs et domaines d'études.

L'impression que le nombre total des bourses accordées en 1971 était substantiellement inférieur à celui de 1970 et, en fait, à celui de 1969 (voir tableau 6), nécessite quelques explications. Outre les facteurs déjà mentionnés plus haut dans la section 4, cette diminution enregistrée en 1971 pourrait être attribuée non pas à un quelconque relâchement d'efforts de la part du secrétariat, mais aux facteurs suivants :

- i) Le grand nombre des demandes à l'étude pour lesquelles les donateurs n'ont pas encore pris de décision finale (45 cas en 1971 contre 19 en 1970);
- ii) La diminution des offres faites par certains donateurs en 1971 par rapport à 1970 (voir tableau 2);
- iii) Le retrait d'un plus grand nombre de candidatures en raison de l'obtention d'autres offres de bourses d'études pendant ce temps par les candidats, ou pour d'autres raisons (6 cas en 1971 contre 1 en 1970).

7. Activité future

La CEA poursuivra en 1972 le programme bilatéral de bourses d'études et de perfectionnement actuellement en cours; toutefois, en plus de la recherche et de l'expansion dans divers domaines au profit de tous les Etats membres, une attention particulière sera attachée au lancement d'un programme complémentaire, spécialement conçu pour répondre aux besoins de formation de cadres des Etats membres les moins avancés.

Pour planifier l'expansion du programme, le secrétariat de la CEA tiendra compte des exigences de la résolution 218(X) de la Commission, concernant la stratégie africaine pour le développement dans les années 70, qui demandait des mesures visant à éliminer le gaspillage des ressources actuellement disponibles pour l'enseignement et la formation, ainsi que des recommandations du Comité des Nations Unies pour la planification du développement (7ème session, 22 mars - 1er avril 1971) et du 7ème Séminaire interrégional sur la planification du développement : Problèmes de développement et de planification dans les pays les moins avancés (6-17 décembre 1971).

Tableau 5 : Récapitulation des offres 1970-1971

Année	Nombre total des offres	Différences (nombre)	Différence (pourcentage)
1965	15	-	-
1966	29	+14	+93
1967	40	+11	+37
1968	66	+26	+65
1969	88	+22	+33
1970	95	+ 7	+ 8
1971	71	-24	-25
Total 1965-1971	404	-	-

On s'efforcera d'encourager une utilisation plus complète des moyens de formation dans les Etats membres en voie de développement en particulier, et d'aider les Etats membres les moins avancés à constituer leurs ressources en personnel qualifié.

De plus, on intensifiera les mesures tendant à mettre en exécution la proposition à l'étude par un donateur potentiel en vue de la création d'un projet relatif à la formation d'instructeurs dans des instituts africains.

Une haute priorité continuera à être accordée aux cours post-universitaires et aux stages de formation en cours d'emploi spécialisés destinés aux Africains provenant des secteurs public et privé. Des efforts seront également accomplis dans la recherche des sources bilatérales de financement qui permettront à la CEA d'apporter son concours au programme dans certains cas, en fournissant des subventions pour les voyages, afin de permettre aux Africains de tirer profit des stages de formation en cours d'emploi comme ceux qui sont offerts dans le cadre du programme de l'IAESTE.

La Commission espère pouvoir obtenir de nouveau la coopération des donateurs actuels qui ont si généreusement contribué à la réalisation du programme, et assurer la participation de nouveaux donateurs afin de rendre le programme plus satisfaisant et mieux adapté aux besoins en matière de formation.

8. Annexes

Le tableau général de la répartition des bourses accordées par les donateurs individuels est donné à l'annexe A.

Les détails concernant les demandes à l'étude et celles qui ont été rejetées ainsi que les retraits figurent aux annexes B, C et D.

Tableau 6 : Répartition des bourses par bénéficiaires 1965-1971

Bénéficiaires	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	Total
Algérie	2	-	-	-	-	-	-	2
Botswana	-	-	-	-	3	-	1	4
Burundi	-	-	1	1	-	2	1	5
Cameroun	-	-	-	1	1	1	1	4
Rép. centrafr.	-	-	-	-	1	-	3	4
Tchad	-	-	-	1	-	-	-	1
Congo (Brazza)	-	-	-	-	-	-	3	3
Dahomey	1	1	-	2	6	3	1	14
Comm. de l'Afrique orientale	-	-	-	-	-	6	-	6
Egypte	1	1	8	10	4	9	7	40
Ethiopie	4	3	6	8	12	7	7	47
Gabon	-	-	-	1	1	4	-	6
Gambie	-	-	-	-	-	-	1	1
Ghana	-	-	-	5	11	5	4	25
Guinée	-	1	-	-	-	1	-	2
Kenya	-	-	2	-	3	3	1	9
Lesotho	-	-	-	1	-	1	-	2
Libéria	-	-	2	1	1	-	2	6
Libye	-	-	2	1	1	3	2	9
Madagascar	-	2	-	2	2	2	-	8
Malawi	-	-	-	2	3	3	1	9
Mali	-	-	-	-	-	1	2	3
Mauritanie	1	1	-	-	-	1	-	3
Maurice	-	-	-	1	1	1	1	4
Maroc	-	-	-	1	-	5	1	7
Niger	-	-	-	1	1	-	1	3
Nigéria	-	-	-	3	5	9	6	23
Rwanda	-	1	2	-	-	-	-	3
Sénégal	-	1	-	1	2	-	1	5
Sierra Leone	-	-	-	-	4	5	1	10
Somalie	-	-	1	-	3	3	-	7
Soudan	5	7	8	10	3	3	2	38
Souaziland	-	-	-	-	3	1	-	4
Tanzanie	1	1	4	-	4	2	11	23
Togo	-	2	-	2	3	2	-	9
Tunisie	-	3	-	-	-	-	-	3
Ouganda	-	-	-	4	3	3	3	13
CEA	-	-	-	3	2	2	3	10
Haute-Volta	-	4	2	3	-	5	2	16
Zaïre	-	-	2	1	-	2	-	5
Zambie	-	-	-	-	4	-	2	6
Total	15	29 ^{a/}	40	66	88 ^{a/}	95	71	404 ^{b/}
		(28)			(87)			(402)

a/ Le total réel pour 1966 et 1969 est indiqué entre parenthèses.

b/ Se réfère à la note "a/", total réel présenté entre parenthèses.

Tableau 7 : Répartition des bourses par donateurs 1965-1971

Donateur	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	Total
Autriche	-	-	-	11	18	5	7	41
Belgique	-	10	6	5	6	5	5	37
Bulgarie	-	-	5	2	3	5	1	16
Tchécoslovaquie	2	-	-	-	-	-	-	2
Danemark	-	-	7	11	33	33	17	101
Egypte	-	1	-	-	-	-	-	1
France	1	-	-	-	-	-	-	1
GATT	-	-	-	5	-	-	-	5
Grèce	-	-	-	-	-	11	-	11
Fondation Dag Hammarhjold	-	-	-	3	-	-	-	3
Inde	-	2	2	4	1	1	1	11
OMCI	-	-	-	-	1	4	-	5
IAESTE	-	-	-	2	1	-	-	3
Israël	-	3	2	-	1	2	1	9
Pays-Bas	10	8	9	5	-	-	-	32
Pakistan	-	-	4	-	3	-	-	7
Pologne	-	4	4	6	4	10	4	32
URSS	-	-	-	-	-	-	7	7
PNUD	1	-	-	-	-	-	3	4
CEE	-	-	1	2	4	13	18	38
Royaume-Uni	-	1	-	-	-	6	2	9
Etats-Unis	-	-	-	10	13	-	5	28
Yougoslavie	1	-	-	-	-	-	-	1
Total	15	29	40	66	88	95	71	404

Tableau 8 : Répartition des bourses entre les principaux domaines d'études, 1965 - 1971

Domaine d'études	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	Total
Comptabilité	-	-	-	4	-	-	-	4
Agriculture	2	6	8	4	8	6	2	36
Architecture ^{a/}	2	-	2	3	1	7	8	23
Administration commerciale	-	-	-	-	-	-	1	1
Chimie	-	1	1	-	-	1	-	3
Développement communautaire	-	-	2	-	22	-	18	42
Administration des douanes	-	-	-	11	16	3	7	37
Economie	1	3	8	7	8	16	8	51
Enseignement	-	-	2	2	-	-	-	4
Energie	-	-	2	3	1	10	-	16
Sciences de l'ingénieur et levés ^{b/}	-	5	-	6	1	1	7	20
Promotion des exportations	-	-	-	5	-	-	3	8
Géophysique et géologie ^{c/}	-	-	1	-	3	-	-	4
Industrie ^{c/}	-	-	2	-	1	2	1	6
Relations internationales	-	-	-	2	-	-	-	2
Formation d'interprètes ^{d/}	-	-	-	-	-	-	1	1
Gestion ^{d/}	2	3	-	-	-	3	-	8
Planification de la main-d'œuvre	-	-	-	10	11	-	-	21
Métallurgie	-	-	-	-	-	-	1	1
Pharmacie	-	-	-	-	-	-	1	1
Photogrammétrie	6	3	7	3	-	-	-	19
Planification des projets	-	-	-	-	-	1	-	1
Administration publique	-	-	2	-	-	-	-	2
Santé publique ^{e/}	-	-	-	-	3	-	9	12
Travaux publics	-	-	-	-	1	-	-	1
Méthodologie de la recherche	-	-	-	-	-	-	4	4
Développement rural	-	-	-	-	-	29	-	29
Etudes et protection sociales ^{f/}	-	3	-	4	8	1	-	16
Statistiques	2	3	-	-	-	-	-	5
Télécommunications	-	-	-	-	-	8	-	8
Transport ^{g/}	-	2	4	-	4	6	-	16
Médecine vétérinaire	-	-	-	-	-	1	-	1
	15	29	40 ^{h/}	66 ^{i/}	88	95	71	404 ^{j/}

Notes de bas de page 12

- a/ Y compris l'habitat, les bâtiments et l'aménagement physique; la planification urbaine et rurale.
- b/ Y compris les machines et appareils électriques(technologie); métallurgie.
- c/ Y compris la sidérurgie; la cimenterie; les textiles; l'inspection d'usines.
- d/ Y compris lhôtellerie; les relations industrielles.
- e/ Y compris les problèmes hydrauliques.
- f/ Y compris les assurances.
- g/ Y compris le fonctionnement des chemins de fer et la navigation.
- h/ Chiffres de 1967 (41 en réalité).
- i/ Chiffres de 1968 (64 en réalité).
- j/ Voir h) et i) pour ajustement (403 chiffre réel).

ANNEXE A

Répartition des bourses par donateurs et domaines d'études 1970-1971

1a. Autriche : 5 (1970)

Bénéficiaires	Domaines		Total
	Administration des douanes	Hôtellerie	
Communauté de l'Afrique orientale		2	2
Egypte	1		1
Ghana	2		2
Total	3	2	5

1b. Autriche : 7 (1971)

Bénéficiaires	Domaine		Total
	Administration des douanes		
Gambie	1		1
Ghana	2		2
Malawi	1		1
Maurice	1		1
Sierra Leone	1		1
Zambia	1		1
Total	7		7

2a Belgique : 5 (1970)

Bénéficiaires	Domaines				Total
	Agronomie	Sciences de l'ingénieur	Assurances	Médecine vétérinaire	
Dahomey				1	1
Ethiopie			1		1
Madagascar		1			1
Haute-Volta	2				2
Total	2	1	1	1	5

2b Belgique : 5 (1971)

Bénéficiaires	Domaines				Total
	Agriculture	Génie civil	Economie	Formation d'interprètes	
Cameroun	1				1
Congo(Brazza)		2			2
Haute-Volta			1	1	2
Total	1	2	1	1	5

3a. Bulgarie : 5 (1970)

Bénéficiaires	Domaines				
	Agronomie	Architecture	Chimie	Textiles	Total
Dahomey	1				1
Ethiopie		1	1		2
Maroc				1	1
Togo	1				1
Total	2	1	1	1	5

3b. Bulgarie: 1 (1971)

Bénéficiaires	Domaine	
	Economie	Total
Nigeria	1	1
Total	1	1

4a. Danemark : 33 (1970)

Bénéficiaires	Domaines				
	Architecture	Inspection d'usines	Exploitation des chemins de fers	Développement rural	Total
Communauté d'Afrique orientale			2		2
Egypte		1		3	4
Ethiopie				3	3
Ghana				1	1
Kenya				3	3
Lesotho				1	1
Libye				2	2
Malawi				3	3
Nigéria				2	2
Sierra Leone	1			2	3
Somalie				3	3
Soudan				3	3
Tanzanie				2	2
Ouganda				1	1
Total	1	1	2	29	33

4b. Danemark : 17 (1971)

Bénéficiaires	Domaines	
	Développement communautaire et protection sociale	Total
Botswana	1	1
Egypte	4	4
Ghana	1	1
Libéria	1	1
Libye	1	1
Nigéria	4	4
Soudan	1	1
Tanzanie	2	2
Ouganda	1	1
Zambie	1	1
Total	17	17

5. Grèce : 11 (1970)

Bénéficiaires	Domaines	
	Energie atomique	Télécommunications
Burundi		1
Cameroun		1
Communauté d'Afrique orientale		2
Mauritanie		1
Sierra Leone		2
Souaziland		1
Togo	1	1
Haute-Volta	2	2
Total	3	8

6a. Inde : 1 (1970)

Bénéficiaires	Domaine	
	Relations industrielles	Total
Egypte	1	1
Total	1	1

6b. Inde: 1 (1971)

Bénéficiaires	Domaine	
	Administration commerciale	Total
Ethiopie	1	1
Total	1	1

7. Organisation inter-gouvernementale consultative de la navigation maritime (INCO) : 4 (1970)

Bénéficiaire	Domaine Navigation	Total
Maroc	4	4
Total	4	4

8a. Israël : 2 (1970)

Bénéficiaires	Domaines Agro-climato- logie	Irrigation	Total
Nigéria	1		1
Ouganda		1	1
Total	1	1	2

8b. Israël : 1 (1971)

Bénéficiaires	Domaine Développement com- munautaire	Total
République centrafricaine	1	1
Total	1	1

9a. Pologne : 10 (1970)

Bénéficiaires	Domaines Planification économique	Planification urbaine et rurale	Total
Burundi	1		1
Egypte	2		2
Ethiopie		1	1
Guinée	1		1
Mali	1		1
Nigéria	2		2
Zaïre	2		2
Total	9	1	10

9b. Pologne : 4 (1971)

Bénéficiaires	Domaines		
	Planification écono- mique nationale	Planification ur- baine et rurale	Total
République centra- fricaine	1		1
Dahomey	1	-	1
Mali	1		1
Tanzanie		1	1
Total	3	1	4

10. URSS: 7(1971)

Bénéficiaires	Domaines			
	Machines agrico- les	Appareils et machines électriques	Sciences de l'ingé- nieur	Pharmacie
Ethiopie	1	2	2	1
Kénya			1	
Total	1	2	3	1

11a. Royaume-Uni : 6 (1970)

Bénéficiaires	Domaines		
	Economie du développement	Economie	Planification des projets
Ghana	1		
Maurice	1		
Nigéria	1		
Ouganda	1		
CEA		1	1
Total	4	1	1

11b. Royaume-Uni : 2(1971)

Bénéficiaires	Domaines	
	Economie du développement	Economie
CEA	1	1
Total	1	1

12. PNUD : 3 (1971)

Bénéficiaires	Domaine	Total
	Promotion commerciale	
Ghana	1	1
Libéria	1	1
Soudan	1	1
Total	3	3

13a. CEE : 13 (1970)

Bénéficiaires	Domaines				Total
	Economie	Electricité	Habitat et amé- nagement physique	Gaz Bâtiment naturel	
Egypte				1	1
Dahomey			1		1
Gabon	1		2	1	4
Ghana			1		1
Libye	1				1
Madagascar		1			1
Nigéria		1		2	3
Haute-Volta	1				1
Total	2	3	4	4	13

13b. CEE : 16 (1971)

Bénéficiaires	Domaines					Total
	Habitat	Métallurgie	Aménage- ment physique	Sidérur- gie	Problè- mes hydrau- liques	
Congo (Brazza)					1	1
Egypte	1		1		1	3
Libye					1	1
Maroc				1		1
Nigéria		1				1
Sénégal			1			1
Tanzanie	2		2		4	8
Ouganda					2	2
Total :	3	1	4	1	9	18

14. Etats-Unis : 5 (1971)

Bénéficiaires	Domaines		Total
	Développement économique	Méthodologie de la recherche	
Burundi		1	1
République centrafricaine		1	1
Mali		1	1
Niger		1	1
CEA	1		1
Total	1	4	5

ANNEXE B

Demandes transmises aux pays donateurs et qui sont à l'étude, 1970-1971

Donateurs	Pays ou organisation d'où émane la demande	Nombre de requêtes	Année de la soumission	Domaine d'études
Belgique	Haute-Volta	1	1971	Economie
Bulgarie	Zaire	1	1971	Chimie
Canada	Egypte	2	1970	Developpement économique
	Haute-Volta	1	1971	Etudes de secrétariat
Danemark	Egypte	1	1970	Techniques pétrolières
Egypte	Burundi	1	1971	Architecture
	Kénia	1	1971	Economie
	Mauritanie	1	1971	Pédagogie spéciale
Ghana	Burundi	2	1971	Sciences sociales et administration publique
			1971	Economie
	Kénia	4	1971	Génie civil Economie Enseignement Electricité et électro- nique
	Maurice	1	1971	Techniques agricoles
	Somalie	2	1971	Mathématiques Sciences
	Soudan	2	1971	Sciences
Grèce	Ghana	2	1971	Télécommunications
	Madagascar	1	1971	Télécommunications
	Sénégal	2	1971	Télécommunications
Inde	Egypte	2	1971	Developpement économique Technique du tannage du cuir
	Kénia	1	1971	Administration publique

ANNEXE B

Page 2

Demandes transmises aux pays donateurs et qui sont à l'étude, 1970-1971

Donateurs	Pays ou organisation d'où émane la demande	Nombre de requêtes	Année de la soumission	Domaine d'études
Inde	Soudan	1	1971	Développement économique
	Haute-Volta	1	1971	Etudes de secrétariat
Israël	Dahomey	1	1970	Médecine vétérinaire
	Ouganda	1	1970	Santé publique
	Ghana	2	1971	Extension agricole
	Sierra Leone	4	1971	Statistiques de l'enseignement
			1971	Instituts techniques et Administration scolaire
			1971	Administration de centres commerciaux
	Haute-Volta	1	1971	Développement communautaire et planification rurale
Maroc	Burundi	1	1971	Chimie
	Zaïre	2	1971	Sciences économiques
Pologne	Egypte	1	1970	Fonctionnement des instituts de formation technique
	Algérie	1	1971	Planification de l'économie nationale
Soudan	Kénya	1	1971	Pédologie
Tunisie	Dahomey	1	1970	Agronomie
	Rwanda	3	1970	Agronomie
	Burundi	1	1971	Agriculture
Royaume-Uni	Ghana	2	1970	Economie du développement
	Kénya	1	1970	Economie du développement
	Nigéria	3	1970	Economie du développement
	Sierra Leone	2	1970	Economie du développement

Demandes transmises aux pays donateurs et qui sont à l'étude, 1970-1971

Donateurs	Pays ou organisation d'où émane la demande	Nombre de requêtes	Année de la soumission	Domaine d'études
Royaume-Uni	Ghana	3	1971	Economie du développement
	Nigéria	1	1971	Economie du développement
	Malawi	1	1971	Economie du développement
CNUCED	CEA	1	1970	Technique de documentation et services de renseignements commerciaux
Total		64		

ANNEXE C

Demandes rejetées 1970-1971

Donateurs	Pays ou organisation d'où émane la demande	Nombre de demandes rejetées	Année de la soumission	Domaine d'études
Autriche	Egypte	2	1970	Administration des douanes
	Gambie	1	1970	Administration des douanes
	Ghana	2	1970	Administration des douanes
	Libye	1	1970	Technique du tracé des eaux souterraines
	Maurice	1	1970	Administration des douanes
	Sierra Leone	2	1970	Administration des douanes
	Souaziland	1	1970	Administration des douanes
	Zambie	1	1970	Administration des douanes
	Egypte	2	1971	Recherche de matières premières radio-actives
				Techniques de haut voltage
	Lesotho	1	1971	Administration des douanes
	Libye	2	1971	Administration des douanes
	Malawi	1	1971	Administration des douanes
	Maurice	1	1971	Administration des douanes
	Sierra Leone	1	1971	Administration des douanes
Belgique	Dahomey	1	1970	Artisanat
	Ethiopie	2	1970	Biochimie
			1970	Sciences économiques
	Cameroun	6	1971	Agronomie
				Travaux Publics
				Travaux Publics
				Génie civil
				Génie civil
				-Renseignements non disponibles

Demandes rejetées 1970-1971

Donateurs	Pays ou organisa- tion d'où émane la demande	Nombre de demandes rejetées	Année de la soumission	Domaine d'études
Belgique	Dahomey	2	1971	Agronomie
			1971	Agriculture
	Ethiopie	2	1971	Pharmacie
			1971	Science de l'ingénieur
	Madagascar	1	1971	Economie
	Tchad	2	1971	-Renseigne- ments non disponibles
				-Renseigne- ments non disponibles
Bulgarie	Ethiopie	1	1970	Agriculture
	Zaire	1	1970	Biologie
	Burundi	1	1971	Technique de l'ingénieur
Danemark	Communauté d'Afrique orientale	1	1970	Protection sociale
	Egypte	1	1970	Elaboration des projets
	Libye	1	1970	Développement rural
	Ouganda	1	1970	Développement rural
	Egypte	2	1971	Sécurité sociale
	Nigéria	1	1971	Développement communautaire
Grèce	Kenya	2	1970	Télécommuni- cations
Inde	Soudan	1	1971	Comptabilité
BIRD	CEA	1	1970	Agriculture
Israël	Haute-Volta	1	1971	Etudes de secrétariat
Pologne	Ethiopie	1	1970	Planification urbaine et rurale
	Soudan	1	1970	Planification urbaine et rurale
	Egypte	5	1971	Planification urbaine et rurale

Demandes rejetées 1970-1971

Donateurs	Pays ou organisation d'où émane la demande	Nombre de demandes rejetées	Année de la soumission	Domaine d'études
Soudan	Egypte	3	1970	Developpement économique
			1970	Agriculture
			1970	Drainage
URSS	Ethiopie	1	1971	Enseignement
	Mali	2	1971	Chimie
	Nigéria	2	1971	Sciences de l'ingénieur
				Electronique et technique de la radio
	Tanzanie	3	1971	Techniques du textile
Royaume-Uni	Nigéria	2	1970	Economie du développement
	Soudan	1	1970	Economie du développement
CEE	Algérie	1	1970	Programme de formation en cours d'emploi de la CEE
	Burundi	1	1970	Programme de formation en cours d'emploi de la CEE
	Dahomey	1	1970	Programme de formation en cours d'emploi de la CEE
	Egypte	3	1970	Programme de formation en cours d'emploi de la CEE
	Maroc	1	1970	Gaz naturel (voyage d'étude)
	Sierra Leone	2	1970	Programme de formation en cours d'emploi de la CEE
			1970	Electrification rurale (voyage d'étude)
	Togo	1	1970	Programme de formation en cours d'emploi de la CEE

Demandes rejetées 1970-1971

Donateurs	Pays ou organisation d'où émane la demande	Nombre de demandes rejetées	Année de la soumission	Domaine d'études
CEE	Ghana	1	1971	Aménagement physique (voyage d'étude)
	Libye	1	1971	Métallurgie (voyage d'étude)
	Madagascar	1	1971	Automation (voyage d'étude)
	Niger	1	1971	Problèmes hydrauliques (voyage d'étude)
	Haute-Volta	1	1971	Problèmes hydrauliques (voyage d'étude)
	Total	86		

ANNEXE D

Retraits, 1970-1971

Pays donateur	Pays ou organisation d'où émane la deman- de	Nombre	Année	Domaines d'étude
Autriche	Communauté d'Afrique orientale	1	1970	Hôtellerie ^{a/}
		1	1971	Administration des douanes ^{a/}
Belgique	Togo	1	1971	Agriculture ^{c/}
Belgique	Burundi	1	1971	Chimie ^{b/}
Danemark	Lesotho	1	1970	Développement rural ^{a/}
Egypte	Maurice	1	1971	Génie civil ^{b/}
Ghana	Haute-Volta	1	1971	Relations diplomatiques ^{b/}
Inde	Egypte	1	1970	Relations industrielles ^{a/}
	Ethiopie	1	1971	Administration commerciale ^{a/}
Pologne	Guinée	1	1970	Planification de l'économie nationale ^{a/}
Tunisie	Burundi	1	1971	Agriculture ^{b/}
	Haute-Volta	1	1971	Agriculture ^{b/}
Royaume-Uni	Kénya	1	1971	Economie du dévelop- pement ^{b/}
CEE	Ouganda	1	1970	Electrification rurale (voyage d'étude) ^{b/}
	Egypte	1	1971	Logements sans profit (voyage d'étude) ^{a/}
	Ouganda	1	1971	Problèmes hydrauliques (voyage d'étude) ^{a/}
Etats-Unis	République centrafri- caine	1	1971	Méthodologie de la recherche ^{a/}
Total		17		

a/ Après sélection

b/ Avant sélection

c/ Autre bénéficiaire